

43. sommation finale

Le cadre à l'étude - Sommation finale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Le monarque britannique continue d'agir en tant qu'étranger des intérêts territoriaux du pape, c'est-à-dire du Commonwealth, à ce jour, et administre ces positions en tant que "Prince", le pape étant le "roi" sur lui. Cette position s'est développée depuis l'époque du roi Jean, passant simplement de l'administration des terres du Commonwealth en Angleterre à l'administration des terres territoriales dans le monde et à la présidence des États --- c'est-à-dire, tous les domaines de Dead Baby - créés dans le monde entier par les doubles intérêts publics et privés créés de manière inadmissible par des contrats privés qui se présentent comme des enregistrements obtenus dans des conditions de fraude et de non-divulgateion.

Il en résulte une situation où le pape est le principal majoritaire de la District of Columbia Corporation et le détenteur de la majorité des intérêts dans le district de Columbia Municipal Corporations - et en vertu de la loi ecclésiastique, il est également le propriétaire et l'exploitant de toutes les sociétés, sans s'y limiter. les sociétés municipales en question. Ainsi, le roi britannique agit en tant qu'administrateur et intermédiaire - et obtient une réduction saine de 40% pour ses services supervisant la propriété du Commonwealth de l'Église (également connue sous le nom de propriété territoriale), avec 60% des recettes allant au Saint-Siège et le même arrangement général a longtemps appartenu aux parts de bénéfices des administrateurs de la ville de Rome de l'Empire des villes.

La municipalité de Washington, DC, une cité-État internationale indépendante non autorisée perchée sur notre côte Est, dirige son gouvernement en tant que société municipale qui, comme la situation qui précède avec le monarque britannique travaillant en privé pour le pape, est négociée par la ville de Rome.

On pourrait penser aux sociétés municipales territoriales britanniques comme toutes les différentes franchises de sociétés américaines, et aux sociétés municipales gérées par la ville comme toutes les diverses sociétés américaines et leurs franchises, bien que tout cela soit beaucoup plus complexe et imbriqué dans la réalité.

Pensez à une cible ronde avec un cercle rouge au milieu. C'est le gouvernement municipal. Imaginez ensuite un anneau bleu autour du cercle central. C'est le gouvernement de district.

Imaginez maintenant un cercle jaune plus grand autour des deux premiers éléments. C'est notre sous-traitant américain, porté disparu depuis 1861, la République fédérale.

Tout cela était censé fonctionner de manière honnête et coopérative, mais au lieu de cela, les entreprises ont été utilisées pour favoriser une variété de maux et d'usurpations non consensuels contre le gouvernement légal de ce pays et de nombreux autres pays également.

Dans notre cas, ni les sociétés territoriales ni les sociétés municipales ne fonctionnent dans les limites fixées par les constitutions qui ont créé ces entités à l'origine et ne fonctionnent pas dans les permis d'utilisation qui ont établi le district de Columbia et la ville de Washington en son sein. Tous deux sont devenus des voyous et ont participé à une grande variété d'activités illégales et criminelles qui ont touché la patrie britannique, notre pays et les anciens pays du Commonwealth, ainsi que la majeure partie de l'Europe occidentale et du Japon. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce modèle de sociétés commerciales utilisées pour remplacer et usurper les gouvernements légaux s'est répandu dans le monde entier, et les maux engendrés par Lord Purbright et Cecil Rhodes en Afrique du Sud il y a 140 ans, ont simplement grandi et proliféré dans divers institutions pour devenir un cauchemar de renommée mondiale.

Tous ont été administrés sous la couleur de la loi et les fausses prétentions des intérêts de la garde et du protectorat qui n'existent pas. Les gouvernements quasi militaires brutaux de type Raj et les tribunaux étrangers des Maritimes et de l'Amirauté et les bureaux étrangers des secrétaires territoriaux des commandants d'État et des territoires étrangers ont été imposés et délibérément utilisés pour suborner les forces militaires légales et les convertir illégalement en mercenaires, que les corporations municipales ont mal utilisé pour promouvoir des incursions et des guerres à but lucratif à l'échelle mondiale.

Ce génocide actuel se produit plusieurs décennies après que l'esclavage et les conflits de guerre et de mercenaires ont été interdits et n'ont été autorisés que par d'autres crimes de personnage et de conversion illégale inventés par les sociétés incriminées responsables.

Ce programme de substitution qui a substitué les bureaux et officiers territoriaux et municipaux aux bureaux publics et agents publics légaux qu'ils usurpent l'identité, a utilisé des noms similaires pour tromper le public et les membres des gouvernements légaux en acceptant leur autorité, alors qu'en fait ils n'ont aucune autorité légale et aucune affaire ici dans ces conditions. Ils ont également promu de fausses élections dans des sociétés privées et les ont substitués à nos élections publiques légales.

Cela a impliqué la création d'un électorat sans méfiance, et même inconscient, des actionnaires présumés et des franchisés présumés via des activités d'enregistrement des électeurs non divulguées. Les électeurs agissent dans des conditions de non-divulgaration pour élire des dirigeants de sociétés étrangères.

Les auteurs de ces activités criminelles et élections privées pour affirmer que nous participons tous volontairement à ce spectacle secondaire et acceptons de vivre sous l'administration de ces sociétés municipales étrangères et de payer les dettes de ces sociétés étrangères quelles que soient leurs dettes, et acceptant de obéir à toutes leurs commandes et ainsi de suite ... ce qui est

tout inadmissible et faux. Les gens d'ici ne se sont pas portés volontaires et n'ont renoncé à aucune partie de leur intérêt équitable dans leurs domaines.

Aucune des personnes participant à ces «élections» ne sait qu'il s'agit d'élections privées de la Corporation municipale. Aucun d'entre eux ne sait que l'inscription pour voter à ces élections convertit leur statut politique. Aucun d'entre eux ne sait que les hommes et les femmes pour lesquels ils votent agissent en tant qu'agents étrangers non déclarés. Aucun d'entre eux ne sait que les bureaux mêmes qu'ils remplissent via ce processus sont des bureaux privés de sociétés étrangères, et non des bureaux publics de même nom.

À la suite de cette tromperie de noms similaires et des schémas de substitution globaux et de l'enregistrement non divulgué et d'autres processus de passation de marchés inadmissibles, il n'y a pas eu d'élections publiques valides dans ce pays depuis 1852 et absolument aucune des lois adoptées par un congrès ou un État d'État. Législature de cette époque à cela peut être prise au sérieux à toute fin, sauf l'administration interne de ces sociétés municipales, leurs franchises d'État et leurs employés réels.

En effet, chaque projet de loi adopté par tous les congrès territoriaux depuis la guerre civile contient le verbiage l'admettant et exemptant les Américains, même si les clauses habilitantes ne sont généralement pas publiées avec la législation. De plus, aucun des responsables de sociétés privées du même nom "agissant en tant que" gouverneurs, etc., ne prête le serment d'office requis pour entrer dans la fonction publique qu'ils apent. Par conséquent, ces élus et officiers nommés par la Corporation municipale n'ont aucun devoir envers le bureau et aucune responsabilité qui y est associée, mais ils n'ont pas non plus d'autorité de la fonction publique.

À la suite de cette violation flagrante de la confiance et des malversations par les sociétés municipales et les autres directeurs impliqués dans ce fiasco, nous pouvons affirmer avec certitude que nous, notre vénérable Fédération des États et nos gouvernements légitimes de l'Assemblée d'État, sommes les seuls organes réels et habilités du gouvernement dans ce pays. Ce que nous disons doit disparaître, car nous sommes les seuls à avoir le pouvoir et le devoir et le devoir de dire quoi que ce soit au nom de ce pays et de son peuple.

Pour redresser ce gâchis grotesque après un tel laps de temps, il faudra de la bonne volonté et de la coopération de la part de toutes les parties concernées et un effort international concerté pour restituer le crédit prépayé qui est dû aux victimes et aussi pour redéfinir le système monétaire, récupérer les actifs physiques au profit des propriétaires réels et restructurer les banques et les militaires, ainsi que de remettre les tribunaux et les organisations gouvernementales territoriales et municipales constituées à l'étranger dans leurs juridictions limitées respectives.

Les sociétés municipales habitant le district de Columbia, ainsi que toutes leurs franchises et agences, sont des sous-traitants de notre gouvernement. Les deux sont obligés d'obéir et de vivre au sein de leurs constitutions respectives, qui ont créé les gouvernements municipal et de district, et les deux sont obligés de nous fournir certains services énumérés et de le faire de bonne foi.

Les gouvernements des districts et des municipalités, bien que structurés en tant qu'entreprises constituées à l'étranger, sont tenus de fournir des services énumérés, et nous les payons. Au lieu

d'une République fédérale fonctionnelle exploitée par les États-Unis, les pouvoirs délégués à cette entité reviennent par l'application de la loi au délégué, qui est notre Fédération des États.

Veuillez également noter que la guerre civile américaine était un conflit commercial du mercenaire. Ce n'était pas une guerre déclarée par notre Congrès et non une guerre promue par nos États. Il a été entièrement combattu par des organisations commerciales et toutes les "guerres" qui ont été combattues depuis ont également été combattues par des organisations commerciales en tant que conflits mercenaires. Tout cela était frauduleux et fondamentalement illégal de toutes parts et cela ne fournit aucune base pour une hypothèse au-delà de cela.

Nous devons prendre du recul et recommencer sur une base solide ou faire face à notre disparition en tant qu'espèce.

Nous ne pouvons pas prétendre que toute cette criminalité et cette fraude ne se sont pas produites, et nous ne pouvons pas non plus prétendre que certaines d'entre elles ne sont pas encore en cours. Nous ne pouvons pas revenir en arrière et modifier le passé, ni payer une injustice en en créant une autre. Nous devons y faire face dans l'état actuel des choses et aller de l'avant alors que nous créons un nouveau cadre de droit, de commerce et de gouvernance.

Ce que nous pouvons et devons faire, c'est: (1) mettre un terme à la fraude et aux actes répréhensibles en apportant des modifications administratives immédiates pour corriger et limiter les opérations des sociétés municipales et en aidant les gouvernements légaux du monde entier à rétablir l'ordre et à reprendre la normale opérations; (2) reconnaître les limites de l'autorité fédérale; (3) recycler les tribunaux et les officiers de justice pour travailler pour le grand public et administrer le droit public; (4) cesser de dénaturer les élections des sociétés privées comme des élections publiques; (5) mettre à la disposition des victimes un crédit prépayé abondant; (6) cesser et s'abstenir de programmes de réduction de la population et de migration forcée et de réinstallation; (7) retirer les employés de la Corporation municipale et le personnel de l'agence des postes de direction au sein du gouvernement fédéral qui devraient être occupés par nos propres employés de la République fédérale américaine et que nous remplirons temporairement avec des employés de la Fédération; (8) restituer les actifs purgés, publics et privés, qui ont été encaissés dans des fiducies, au contrôle du gouvernement légal et des personnes vivantes auxquelles ces actifs appartiennent; (9) dissoudre les intérêts de confiance publics et privés qui ont simplement été présumés exister et supprimer toutes les présomptions juridiques attachées à ces artifices.

Notons enfin que la fraude a été impliquée dans le début de la guerre civile américaine dans la conduite de la guerre et dans l'administration de tout ce qui résulte de ce conflit. La fraude fait partie de chaque guerre et conflit depuis lors.

Comme la guerre civile américaine n'a aucun honneur ou dignité en tant que guerre légale et que nos États se sont tenus en tant que non-combattants tiers et sont restés en l'honneur tout au long, personne ne peut supposer que nos États sont en faute pour les crimes violents et flagrants promus contre eux, par leurs employés et sous-traitants, et encore moins de raisons de supposer qu'ils sont "morts" ou "manquants" faute d'être appelés en session.

Nos États et notre peuple ont tout simplement été mal informés --- et mal informés par leurs sous-traitants agissant en violation de la confiance et du contrat de service.

Nos propres ancêtres ont été pris en embuscade alors qu'ils transportaient les Grands Sceaux des États-Unis chez eux en Virginie-Occidentale en 1865, et forcés de fuir pour sauver leur vie vers le nord-ouest du Pacifique, aux États-Unis. Ces phoques ont été vus pour la dernière fois en possession du Federal Reserve Board of Governors et seraient maintenant aux Philippines. Ils nous appartiennent, littéralement, et nous souhaitons qu'ils soient renvoyés.

C'est à cette même époque que la flotte britannique a dû être bloquée par la flotte russe agissant en vertu des dispositions de notre alliance russo-américaine de 1858, pour empêcher la Grande-Bretagne de lancer une attaque contre notre gouvernement civil pacifique et le peuple vivant de ce pays.. Cela démontre la mauvaise intention et le manque de confiance qui ont animé ces événements depuis le moment où Lincoln a décidé de se présenter à un poste présidentiel territorial et de le faire passer pour le bureau du président des États-Unis d'Amérique.

N'ayant pas réussi à tromper nos États de l'Union en rejoignant leur mercenaire pour tous, et n'ayant pas réussi grâce aux Russes à dépasser physiquement notre pays, les monarques britanniques ont cherché à engendrer un faux "état de guerre" dans ce pays et ont agi sous un manteau de secret pour le promouvoir, dont l'essence a été de se promouvoir secrètement, ainsi que leurs agents non déclarés, en tant qu'exécuteurs de Son Tort, et d'établir des fiducies publiques dans nos noms en utilisant la franchise morte, ou, comme nous la caractérisons, les escroqueries pour bébés morts décrites ici.

Ces stratagèmes qui s'emparent des bébés en protégeant leurs noms de leurs droits d'auteur et en convertissant illégalement leurs affiliations politiques naturelles sont un fléau depuis des siècles, d'abord aux mains de l'Église, puis aux mains du monarque britannique. Il est temps que ces pratiques prennent fin et soient toujours désavouées.

Nous avons été accusés de mentir, et en effet, il semble être une idée absurde que l'arnaque du bébé mort se déroule dans l'Église depuis les années 1100 et qu'une variation de ce mécanisme a été utilisée par les gouvernements laïques modernes à travers le monde, pourtant, les documents privés et publics donnent tous le même résultat, tout comme l'administration des tribunaux, tout comme le dossier législatif qui, dans notre pays, produit des châtaignes telles que la loi Shepherd - Townsend et la loi Buck.

Nous avons également été accusés d'avoir persécuté l'Église et d'être sous le couvert de Martin Luther et avons même été accusés de haïr les catholiques, mais il ne s'agit pas de doctrine ou de croyances religieuses ou même de politique.

Cette discussion porte sur les relations d'affaires et les crimes commis contre des employeurs fidèles, il s'agit d'obligations contractuelles fermes dans le dossier public, et il s'agit de fraude contre les bébés et leurs mères pratiquées contre eux par des agents étrangers non déclarés --- et de ses médecins, infirmières autorisées et autres professionnels de la santé illégalement enrôlés dans le service fédéral via des licences requises par la couleur de la loi, la non-divulgaration, et fausse déclaration d'autorité.

Ces stratagèmes de fraude et ces actes de coercition et de conversion illégale servent tous à une seule fin, à savoir l'esclavage de l'humanité dans le cadre d'un stratagème de féodalisme d'entreprise. En effet, c'est la seule solution dont disposent les auteurs qui pourrait les laisser au pouvoir, mais ce n'est pas le cas.

Nous n'acceptons aucune théorie du droit qui blâme les victimes pour cela.

Peu importe qui a pensé à tout cela et l'a mis en œuvre, et peu importe la période ou la commodité de ces saisies illégales de biens, nous devons croire que l'humanité est en mesure de créer une meilleure justification pour organiser nos vies et nos affaires que cela.

Il est clair sur les archives de l'Église catholique romaine et incarné dans le Credo de l'apôtre que nos corps sont créés par Dieu et nous sont donnés par lui, le Créateur. Il est également clair dans le dossier public et né de la pratique ancienne de chaque nation indigène, que nos noms donnés nous sont donnés en cadeau, soit par nos familles, soit par d'autres gardiens. Ceci est à nouveau soutenu par la Bible, qui admet que nous n'avons pas encore reçu nos vrais noms, nous devons donc nous contenter de ces noms doués imparfaits pour l'instant.

Il ne fait donc aucun doute que chacun de nous est en possession de ces dons, d'un corps qui nous est donné et d'un nom qui nous est donné, et que ces biens sont les nôtres en termes absolus. Il ne fait aucun doute que le corps possède à la fois la terre dans ses os et la mer dans son sang, et que nos prénoms nous relient au domaine de la pensée; nous sommes donc chacun en possession de notre propre air, terre et mer et nous sommes à la fois en théorie et en fait des êtres souverains.

Le vol de souveraineté en mer ne le interdit ni ne le change, car comme tous les biens, la possession par des pirates ne change pas de propriétaire.

Il ne peut y avoir de loi ou de pratique qui nie notre position légale et aucune illusion ou fraude insinuée par les opérateurs de la juridiction de la mer qui puisse s'opposer à nos revendications antérieures, soit en tant que personnes individuelles, soit en tant que nations. Aucun artifice de la Curie, aucune confiance du public simplement présumée exister, ne peut s'opposer à notre esprit incarné.

Nous souhaitons la dissolution de toutes les présomptions légales résultant des domaines défavorisés associés aux personnes adultes et vivantes, et le début d'une divulgation complète et honnête. Nous souhaitons la dissolution de tous les intérêts de confiance du public sur demande, que ces demandes soient écrites ou exprimées verbalement. Nous souhaitons l'examen de tous les bureaux publics et privés pour empêcher l'existence de personnel opérant en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les fraudes en matière de faillite utilisant les successions pour enfants décédés ou d'autres personnes morales créées par incorporation pour créer des franchises non autorisées de la Couronne britannique et / ou des sociétés municipales gérées par la ville. Nous souhaitons la cessation de l'utilisation de ces franchises comme moyen de déverser des dettes d'entreprise non consensuelles sur le dos des personnes vivantes.

Pourtant, le cadre des crimes et des revendications de propriété que nous examinons actuellement ne concerne pas vraiment le système juridique meilleur ou pire, ni même les intérêts de propriété et les noms des sociétés municipales. Le cadre est plus fondamental que cela, et plus le sujet du droit ecclésiastique.

Nos ancêtres ont choisi de connaître à la fois le bien et le mal, un choix qui a permis à la mort et au péché d'entrer dans le monde. C'est une éducation que nous payons littéralement de notre propre vie. Que nous nous cachions du mal ou que nous le rencontrions pour combattre dans un champ ouvert, le mal existe maintenant dans ce monde, et il nous trouvera. Le mal nous accusera et se dressera contre nous jusqu'à ce que nous le reconnaissons et le fermions de nos vies.

Nous pensons que nous devons être autorisés et prêts à reconnaître le mal lorsqu'il se fraye un chemin dans nos vies, nos maisons, nos entreprises, nos banques, nos gouvernements ou même nos églises. Nous ne pouvons pas nous permettre de jouer le rôle des moutons; nous devons tous, à part entière, devenir des bergers de nous-mêmes et de nos semblables.

Nous pensons que ceux qui s'opposent au crime doivent toujours l'exposer et s'y opposer. Nous pensons que laisser les gens ignorants du crime ne fait que les rendre vulnérables, comme le montre plus que la condition actuelle du monde.

Combien de crimes de confiscation, d'emprisonnement et de piraterie illégaux se sont produits à la suite des escroqueries sur les successions des enfants décédés, aussi bien intentionnées soient-elles à l'origine? Combien de ces actes criminels ont été promus par la fausse présomption de guerre? Combien de crimes contre l'homme et Dieu ont été perpétrés par ce système fondé sur la fraude et l'ignorance?

Les crimes de conversion illégale que nous avons décrits ont provoqué un monde bouleversé, un monde dans lequel les hommes et les femmes vivants ont été parasités par des fictions légales et appauvris par une fraude constructive commise contre eux par leurs propres employés et leurs institutions de confiance.

L'approche traditionnelle de l'Église a été de garder l'innocence de la population et de lutter contre la criminalité à la fois dans leurs propres rangs et dans le reste du monde sans engager le public. On pensait que si les gens ignoraient le mal qui les entourait - comme les moutons selon un berger - ils seraient gardés purs et leur esprit intact par le mal.

Cette justification traditionnelle suppose que le mal est un parasite qui n'existe pas naturellement en nous ni dans notre monde, et que l'évitement de toute familiarité avec le mal est pour le mieux. De nombreux théologiens de l'Église ont comparé la propagation du mal à la propagation d'une contagion.

Ce que nous appelons la théorie germinale du mal est assez raisonnable, car nous pouvons observer que les Hébreux ont été, en fait, infectés par les mauvaises idées et croyances des Cananéens et qu'ils sont tombés dans ces abus et pratiques mauvaises par contact avec les Cananéens, Ammonites, Philistins, Babyloniens, Égyptiens et autres.

C'est par contact avec les Cananéens que les Hébreux ont commis l'erreur enregistrée dans le premier Samuel, chapitre 8, verset 5.

Dans le même temps, nous pouvons voir que l'évitement du mal ou selon les Églises pour former un rempart contre lui n'a pas fonctionné.

L'effort traditionnel de protéger la population du mal en la laissant ignorante est intenable. Avec un nombre décroissant de gardiens et une partie d'entre eux devenant inévitablement pollués par les crimes qu'ils traitent, il ne reste plus assez de bergers résolus.

Nous devons tous défendre la cause, affronter le mal et y faire face.

Inévitablement, nous avons un massacre en gros, comme nous le vivons actuellement avec le génocide de Covid-19. Il y a eu 56 000 soi-disant décès supplémentaires en Grande-Bretagne signalés le mois dernier, et près d'un quart de million de ces décès supplémentaires chaque mois depuis janvier aux États-Unis --- et nous ne pouvons pas commencer à compter les décès survenus et survenus dans le tiers monde.

De même, tout le continent africain est convulsé par des "guerres civiles" importées qui sont, encore une fois, des conflits mercenaires illégaux artificiels promus par les suspects d'Europe occidentale habituels - les banques, les cartels commerciaux et les élitistes qui persistent à regarder l'Afrique comme leur possession coloniale et un approvisionnement potentiellement sans fin de mercenaires bon marché, maintenant la Chine leur a fermé la porte.

Un troupeau non gardé en subit les conséquences, et les victimes n'ont aucun moyen de connaître le mal avec lequel elles se disputent. Comme les moutons, ils sont conduits au massacre dans les tribunaux et dans les armées mercenaires et il n'y a pas de lieu sûr pour eux, même dans l'Église.

Nous sommes consignés à apprendre ces leçons, à connaître la différence entre le bien et le mal. Nous sommes obligés de développer le discernement et de faire un choix entre eux. Après avoir développé ce discernement et avoir fait le choix du bien, nous devons être autorisés à avancer.

L'Église a poursuivi sa lutte interne, demandant qui est en faute?

Ces crimes sont devenus institutionnalisés, nous avons donc ici des problèmes qui vont au-delà de toute génération d'hommes. Les auteurs de ces opérations criminelles sont tous morts et disparus. Les personnes qui exploitent ces systèmes maintenant sont largement ignorées des mécanismes impliqués.

Ils ne réalisent même pas qu'ils commettent des crimes.

Contournons donc tout le blâme et le pointage des doigts et traitons ce qui est.

Ces systèmes sont cassés et mauvais. Ils ont permis à des fantasmes incorporés d'attaquer et de posséder des hommes vivants. Ils doivent être complètement réformés, ce qui prendra la pensée et les efforts de nombreuses bonnes personnes à travers le monde. Pas seulement le pape. Pas seulement la Curie. Pas seulement la Cour de chancellerie du Vatican.

Le problème et la criminalité en cause sont tout simplement trop vieux et trop vastes. Elle a un impact sur trop de pays et trop de groupes religieux. La réparer nécessite une action publique et une action œcuménique, les deux.

Le pape Benoît XVI s'en est rendu compte et a seulement souhaité que la criminalité prenne fin. Comme l'a souligné l'un de mes détracteurs personnels, il y a un nouveau pape en ville. Sommes-nous censés croire que le pape François est moins préoccupé? L'une de ses premières actions a été de supprimer le corsaire.

Nous n'avons parlé que par courrier électronique ou par lettres occasionnelles au Saint-Siège depuis de nombreuses années. Nous les avons tenus informés de nos conclusions et comme chaque couche d'oignon criminel a été décollée, ils ont pris des mesures pour protéger l'Église et apporter des corrections administratives, essayant toujours de tout garder en bouteille et en interne.

La mort récente du pape Benoît XVI et la disposition de son cabinet ministériel n'étant pas une question publique, nous avons plus de préoccupations à faire valoir.

Comme le pape Benoît XVI, nous souhaitons que toute cette criminalité de la part de ces sociétés municipales et de leurs gestionnaires soit traitée de manière pragmatique et arrêtée. Nous souhaitons que les habitants de cette planète sachent ce qui s'est passé dans le passé, non pas pour blâmer quiconque vivant aujourd'hui, mais pour faire en sorte que le passé ne continue pas de gâcher et de mettre en danger l'avenir.

Il reste à voir, selon ses propres mots, ce que le pape François veut et quelles peuvent être les instructions qui lui restent. Son droit et sa responsabilité de disposer des sociétés exerçant des activités illégales sont désormais invoqués en vertu du droit ecclésiastique.

Nous souhaitons que l'Église saisisse l'occasion et n'ait pas peur de ces ombres, embrasse la vérité aussi amère soit-elle et décide de réexaminer le monde tel qu'il est et comment il pourrait être.

La vérité, en tout état de cause, est la seule voie à suivre. En tant qu'hommes et femmes, nous devons connaître nos péchés et les confesser afin d'être pardonnés. Peut-il être différent pour nos institutions et les sociétés que nous créons? Nous devons connaître le mal et le posséder, avant qu'il ne puisse être corrigé.

Où nos constructions mentales chétives sont-elles à l'abri de la loi du ciel?

Nous souhaitons à tous --- catholiques, protestants, musulmans ou hindous ou tout être ou religion sensible à notre Créateur --- de prendre notre courage et de nous éloigner des vilaines pratiques de corruption du passé.

Ce à quoi nous nous attaquons est un vaste crime imbriqué qui entraîne l'esclavage de l'humanité et leur servitude envers les institutions et les entreprises qui ne sont que des constructions de nos esprits.

Nous avons le droit naturel d'exister matériellement; ces créatures de l'esprit n'ont pas ce droit qui leur est garanti, et ne peuvent exister que tant qu'elles opèrent légalement, ne causant aucun préjudice à leurs employeurs, clients et bienfaiteurs.

Nous avons décrit de manière adéquate les préjudices et les abus qui ont résulté de l'abus, de la mauvaise orientation et de l'abus des privilèges des entreprises.

Nous souhaitons que Alphabet, Inc., Mindbox, Inc. et toutes les sociétés affiliées liées qui se sont livrées à la recherche sur le contrôle mental et aux systèmes de contrôle mental et aux brevets de contrôle mental soient liquidés et que tous les brevets visant à asservir nos esprits soient interdits et détruits.

Nous souhaitons que Pfizer, Inc., Moderna, Inc., Johnson and Johnson, Inc., Astrazeneca, Inc., OMS, INC., UN CORP, INC., Et toutes les sociétés affiliées liées dans le monde entier soient liquidées pour leur part dans le Covid 19 Opération, et pour tous les brevets liés aux activités de biodarfare à détruire. Nous souhaitons que tous les brevets possédés par ces organisations soient examinés par des tiers experts et indépendants, et que tous les brevets criminels, c'est-à-dire les brevets liés ou utilisés par l'opération Covid 19 soient détruits, ainsi que tout brevet similaire susceptible d'être un délit. utilisation et abus.

Nous souhaitons que Bayer, Inc. et Monsanto, Inc., qui appartient maintenant à Bayer, Inc., soient liquidées pour leurs parties, respectivement, dans l'épidémie de grippe espagnole et pour l'utilisation abusive criminelle d'organismes génétiquement modifiés, et conjointement pour le déploiement de toxines et de poisons biologiques et environnementaux responsables de la destruction d'écosystèmes et d'espèces entières.

Nous souhaitons que tous les brevets possédés par ces organisations susmentionnées soient examinés par des tiers experts et indépendants, et que tous les brevets criminels, c'est-à-dire les brevets liés à l'opération Covid ou à tout autre but criminel, soient détruits, ainsi que tout brevet similaire susceptible d'être utilisé à mauvais escient et abus.

Nous souhaitons que SERCO, INC., Qui dirige le United States Patent and Trademark Office / USPTO, soit examiné et liquidé pour sa part dans la promotion et l'autorisation des criminels de bénéficier du système des brevets, et la délivrance systématique de brevets pour les appareils et les entreprises modèles et programmes informatiques et machines et produits chimiques ouvertement criminels.

Nous souhaitons les bénéfices que les sociétés criminelles et leurs gestionnaires et conseils d'administration ont réalisés au prix de la pollution de l'environnement par des déchets industriels et de la dégradation de notre santé en utilisant des programmes tels que la fluoration de l'eau potable municipale, la pulvérisation aérienne de lisiers à charbon et sous-produits industriels nocifs similaires, chargeant des obus d'artillerie avec des déchets nucléaires et polluant même le génome humain à des fins lucratives, à saisir et à redistribuer leur enrichissement injuste au profit des victimes de ces crimes contre l'humanité.

Nous souhaitons que tous les brevets délivrés au cours des cinquante dernières années, y compris ceux jugés importants en termes de sécurité nationale, soient réexaminés et que tous les brevets

de nature ouvertement criminelle soient refusés.

Ce n'est ni le but ni l'intention de nos offices de brevets de promouvoir les délits à but lucratif.

Nous souhaitons que ces stratagèmes de fraude et tous les crimes associés d'autres types, conversion illégale, usurpation d'identité, racket, etc., et les méthodes utilisées pour les mettre en œuvre, soient connus afin que nous n'ayons plus jamais à les traiter.

Nous souhaitons que l'enregistrement des bébés et le droit d'auteur de leurs noms prennent fin de manière ignominieuse, et que les présomptions juridiques et économiques qui en résultent et la confiance publique non divulguée et les intérêts de confiance privés allégués contre ces innocents et leurs intérêts matériels soient également à une fin. Laissez chaque parent et communauté assumer la responsabilité d'enregistrer de nouveaux bébés et leur provenance, et laissez les États et les nations mettre en place des systèmes d'enregistrement fiables à cette fin.

De tous les torts, blessures et injustices que notre travail a découverts, aucune de ces infractions n'est pire que la perte de notre bon nom, et de l'entendre chanter parmi les autres nations combien ils détestent "l'Amérique" et combien ils détestent "Américains" --- ne sachant jamais combien nous avons souffert nous-mêmes, et que notre pays et notre peuple ont été déformés par des sociétés municipales étrangères et leurs employés agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service.

Dans la mesure du possible, nous visons et souhaitons restaurer la réputation de notre pays en matière de bonne volonté pacifique et de relations équitables entre les nations, car nous avons perdu cette réputation aux mains de brigands étrangers, de pirates intérieurs et de corsaires agréés.

Nous souhaitons que les enregistrements, les droits d'auteur et les intérêts de confiance publics et privés connexes soient restitués aux hommes et aux femmes vivants de tous âges auxquels ces biens substantiels et intellectuels appartiennent.

Comme nous avons examiné tous les actes répréhensibles, les fraudes et les substitutions et tous les corsaires, les abus de confiance et les profits de la corruption qui ont été employés par nous et qui ont été obligés de nous fournir des services gouvernementaux énumérés de bonne foi tout ce temps, il est difficile de voir toute cette criminalité et cette mauvaise foi avec tout sauf le désespoir et une sensation de mal au ventre.

Nous poursuivons ces criminels depuis de nombreuses années et nous sommes dans une certaine mesure habitués à la puanteur de la corruption, mais nous sympathisons avec ceux qui rencontrent ces conditions pour la première fois et sont submergés par la peur et le dégoût. Que peut faire un homme ou une organisation contre autant de criminalité?

Pourtant, nous devons faire, chacun de nous, notre part - confiant que les gouttes de pluie font des océans et que la conscience jointe de nos esprits et de nos cœurs peut surmonter et trouver de nouvelles façons d'organiser et de financer un monde bien meilleur.

Nous souhaitons la paix, pour beaucoup, pour la gentillesse, oui, ces choses bien plus que toute justice illusoire, qui ne peut pas rendre notre temps perdu, notre joie perdue, notre foi perdue, nos maisons perdues ou nos proches perdus. Certaines choses dépassent la capacité de l'homme à réparer. Certains crimes que seul notre Créateur peut apaiser.

Pourtant, la Cour de chancellerie du Vatican opérant dans la juridiction d'origine et en vertu de la loi ecclésiastique est habilitée à rendre la justice la plus complète disponible chez les hommes. Nous déposons donc ici nos revendications et les asseyons et nous confessons que nos paroles sont, au mieux de nos connaissances et de nos croyances, à la fois vraies et exactes. Nous les affirmons devant les hommes et avec le témoin du vrai Dieu, et nous établissons donc nos noms et signes et sceaux en signe de cette action et de ce témoignage contre les sociétés incriminées qui nous ont fait du mal, ont blessé nos compatriotes, ont nui à notre pays et ont fait du mal le monde entier.

Ceci complète notre témoignage et nos réclamations devant la Cour de chancellerie du Vatican, dans l'affirmation directe et observable d'activités illégales par les sociétés municipales et commerciales nommées et associées:

Par: _____
James Clinton Belcher, chef de l'État
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Par: _____
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:52:16 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:15:30 by Bryan